

Un gouvernement de combat ... au service du patronat

Comme le signalait le 9 octobre un délégué CGT de l'usine PSA d'Aulnay : « Si le gouvernement était vraiment du côté des travailleurs, les CRS devraient être envoyés au Medef et à la direction de Renault et Peugeot, car c'est eux les délinquants qui licencient ». Mais le nouveau président socialiste a choisi ouvertement son camp en recevant à coups de matraques et de gaz lacrymogènes les ouvriers de PSA, Renault, Doux, Sanofi, Goodyear, Ford, Fralib et bien d'autres, venus défendre leur emploi devant le salon de l'auto.

La matraque pour les ouvriers Le tapis rouge pour les patrons

La différence de traitement est remarquable lorsque le gouvernement s'adresse au patronat.

Quelques pirates millionnaires du monde des start-up prennent la mouche contre un nouvel impôt ? Il leur suffit de monter un groupe facebook sous le faux nez des « pigeons » pour qu'en un rien de temps la mesure soit retirée.

La famille Peugeot annonce la suppression de 8000 emplois et la fermeture d'Aulnay ? Mais c'est le gouvernement qui commande un rapport pour justifier les licenciements et Montebourg, ministre du redressement productif, explique doctement que c'est « un mal nécessaire pour remettre le groupe sur de bons rails ».

Mittal annonce la fermeture des hauts-fourneaux de Florange alors que le groupe fait des profits record ? Mais le gouvernement accepte son chantage intolérable : soixante jours, pas un de plus, pour trouver un repreneur.

Sanofi, 9 milliards de bénéfice net en 2011, annonce la suppression de 900 postes en France ? Mais Montebourg tient à préciser que le groupe a « suivi les recommandations du gouvernement ».

Après la TVA, la CSG sociale

Comme si cela ne suffisait pas, la politique de la droite sur le « coût du travail » est intégralement reprise : le gouvernement promet d'alléger les cotisations patronales de quarante milliards d'euros d'ici 2017. Toutes les pistes sont envisagées pour

compenser le manque à gagner pour les finances publiques : la hausse de la CSG tient la corde, et elle pourrait être complétée par une hausse de la TVA. Sarkozy avait rêvé de la fameuse « TVA sociale », c'est Hollande qui veut la mettre en place !

Des tables rondes qui tournent en rond

Les démonstrations sont donc faites : le nouveau gouvernement est sans ambiguïté du côté du patronat. Et pourtant, les directions des grandes confédérations syndicales continuent de faire comme si la négociation avec les ministres socialistes pouvait améliorer le sort des travailleurs. Contrats de génération, augmentation de la flexibilité, accords « compétitivité-emploi » sont l'objet de différentes tables rondes locales ou nationales presque quotidiennes, en présence du Medef et d'où ne filtre aucune information.

Pas étonnant dans ces conditions que les initiatives de lutte soient savamment dispersées secteur par secteur : un jour l'industrie, un autre les retraités, un jour la santé, un autre les cheminots, etc. Et lorsque l'une d'entre elles sort du lot, comme la journée du 9 octobre sur l'emploi, les grands manitous des directions syndicales s'en excusent à demi-mot en prétextant qu'il s'agit d'une « aide apportée au gouvernement pour prendre les bonnes décisions » (Bernard Thibault). Ce n'est pourtant pas des compliments sur Hollande qu'on entendait dans les cortèges nombreux et déterminés de travailleurs venus dire non aux licenciements !

Des reculs sociaux non négociables

Non, l'heure n'est pas à négocier les reculs sociaux. Mais plutôt à rassembler nos forces pour imposer des mesures vitales pour notre classe, à commencer par l'interdiction des licenciements dans le privé, la fin des suppressions de postes dans le public et le refus de tous les chantages contre nos salaires et nos conditions de travail.

C'est pour mettre en avant ces objectifs qu'il faudra saisir toutes les occasions de protester, en ouvrant pour que les réactions isolées se transforment en une contre-offensive d'ensemble !

Progress : la note à éviter

En plus de la rémunération, Talent@Renault concerne aussi l'évaluation individuelle. Dans les prochains entretiens annuels, la notation de A à F sera remplacée par un « jobmastery » à quatre niveaux prenant en compte à la fois les résultats et la façon dont ils ont été obtenus. Ainsi « inférieur à l'engagement » devient « progrès attendus » (Progress). Un potentiel (bas/low, moyen/moderate, haut/high) sera ensuite attribué à chacun, mais pas communiqué au salarié. Gare au « Progress low » ! Le système de notation change, mais l'esprit reste : accroître la pression individuelle.

CEFou ce que Renault peut faire pour vous

Le séminaire des métiers du 5 octobre auquel ont participé tous les salariés du Design est débité du CEF. Ce n'était pas indiqué dans l'invitation, mais dans la feuille d'embarquement à signer sur place.

Un moyen de vider les compteurs de formation en toute illégalité. Une journée débitée par salarié, ça fait combien de Free Cash Flow ?

Comparaisons truquées

Ghosn ne cesse de le répéter : le problème c'est la compétitivité ! Et de comparer les usines françaises avec Nissan Sunderland en Angleterre qui produit plus avec moins de salariés, oubliant de préciser que les capacités de production de Flins sont utilisées à 31 % et celles de Douai à 17 %, contre 92 % à Sunderland (sources *L'Usine Nouvelle*).

Ces comparaisons visent à mettre les salariés de chaque site en compétition pour imposer plus de flexibilité. Et si on répartissait le travail entre sites ?

Travailler plus pour gagner moins : basta !

Limitation des salaires, augmentation du nombre d'heures de travail annuelles et de la flexibilité, baisse des primes pour le travail de nuit, le samedi ou les jours fériés : c'est le marché de dupes que propose Renault aux syndicats espagnols en échange de l'augmentation de la production à Palencia (qui doublerait), Valladolid et Séville, et la promesse de créer des emplois pour des jeunes en alternance.

Palencia était pourtant montré comme un exemple de productivité dans le groupe. Mais ça ne suffit pas. Il faudra donc produire plus, mais pas avec des embauches en proportion. No pasaran !

Trop de voitures ou trop d'exploitation ?

Des surcapacités de production en Europe ? Et la Russie qui n'arrive pas à fournir. A Avtoframos, Renault augmente le taux d'utilisation de son usine moscovite de 5200 à 5800 h par an, passant les horaires à 2 équipes de 11 h sur 6 jours au lieu de 3 équipes de 8 h sur 5 jours.

Les salariés russes vont trimer 11 h par jour et ceux de Douai chômer en octobre. Logique.

Faux espionnage mais vrai cynisme

Lors de l'affaire de vrai-faux espionnage, la direction de Renault avait préparé un plan de communication en cas de suicide de l'un des cadres mis en cause, a révélé la presse vendredi dernier. Il aurait mieux valu ne pas les accuser à tort.

Un communiqué avait même été rédigé avant l'entretien préalable à leur licenciement : « *Toute l'entreprise est profondément ébranlée par la gravité de ce geste [L'entreprise] pense particulièrement à la famille de M. xxx* ». Il ne restait qu'à ajouter l'identité. Une compassion sincère et spontanée.

Vers un renversement de l'Alliance ?

« *Le groupe Renault peut disparaître sous sa forme actuelle* » : Ghosn en a dit trop ou pas assez sur RTL le 28 septembre dernier. En février 2011, Ghosn avait déjà déclaré que, d'ici trois ans, « *la structure du capital de l'Alliance Renault-Nissan allait être réexaminée afin d'améliorer l'équilibre entre les deux groupes* ». Un renforcement de la holding Renault-Nissan BV, installée aux Pays-Bas et détenue à 50/50 par Renault et Nissan (alors que leurs participations croisées sont à 43/15) serait à l'étude. De quoi agiter les boursicoteurs.

Ce qui est sûr c'est que les tractations sur l'avenir de l'Alliance et de Renault ont déjà commencé, dans le dos des salariés. La transparence reste à imposer.

Débrayages à Flins

Avec le lancement de la Clio IV et de la Zoé, les salariés de Flins sont en surcharge. En Logistique, les caristes ont débrayé la semaine dernière pour protester contre le manque d'effectifs et les risques liés aux cadences. Mais pour la direction : « *Il s'agit d'une situation typique lors d'un lancement et il n'y a pas de problème de sous-effectif dans l'usine.* »

La direction tire sur la corde au mépris de la sécurité. S'il y a plus de travail, il faut embaucher !

Fille à papa

Caroline G. s'était déjà fait remarquée lors du Bal mondain des débutantes à l'hôtel Crillon à Paris en 2009. Cette fois ci, la patronne de Levo League, un réseau social professionnel féminin, a eu les honneurs du stand Renault lors du Women's Forum de Deauville. Un beau tremplin.

Le lien entre Renault et Caro ? Un certain Carlos G. Merci papa. Le women's forum fait la promotion des femmes, surtout de certaines.

Ghosn loué par ses pairs

Carlos Ghosn a été récompensé pour l'ensemble de sa carrière par la Strategic Management Society, une association internationale censée promouvoir l'éthique et la vision stratégique dans la direction d'entreprise. Elle aurait dû sonder les salariés Renault. Pas sûr que le PDG soit aussi populaire.